



décembre 2011

110

7^e CONGRÈS DES ASSOCIATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION, 13/14 NOV 2011 - PHOTOS : PAULO LOBO**Édito****Faire société ensemble : un idéal citoyen**

En guise d'éditorial, nous avons souhaité publier de larges extraits de l'allocution d'ouverture du 7^e Congrès des associations issues de l'immigration organisé par le Clae les 13 et 14 novembre dernier, en présence de Mme Marie Josée Jacobs (Ministre de la Famille et de l'Intégration), M. Nicolas Schmit (Ministre du Travail et de l'Immigration), Mme Mady Delvaux-Stehres (Ministre de l'Éducation Nationale), M. Xavier Bettel (Bourgmestre de la Ville de Luxembourg), M. Jean-Claude Reding (Président de l'OGB-L), M. Christophe Knebel (Responsable relations publiques du LCGB), M. Claude Wiseler (Ministre du Développement durable et des infrastructures - CSV), M. Alex Bodry (Président du LSAP), M. Tun Jost (Député Lénk), M. Jacques-Yves Henckes (Député ADR), M. Quique Guerrero (KPL), M. Félix Braz (Député Déi Gréng), ainsi que les représentants de plus de 70 structures associatives.

(...) Malgré de grandes avancées législatives, surtout ces dernières années, et une égalité relative de droits pour les citoyens issus des pays membres de l'Union européenne, ce sont maintenant les citoyens issus des pays tiers qui éprouvent les difficultés que l'immigration portugaise, italienne, ... a connues au siècle dernier.

Le fossé entre les législations et la réalité est parfois grand. Nous prendrons pour seul exemple la situation des demandeurs de protection internationale. Personne n'ignore qu'actuellement le Luxembourg fait face à des demandes de protection internationale beaucoup plus nombreuses que lors des années précédentes. Personne n'ignore non plus que nos autorités éprouvent beaucoup de difficultés à gérer cette situation.

Sommaire

p.3-4 Résolution du 7^e Congrès des associations issues de l'immigration, 12/13 novembre 2011

p.5 Un tremplin vers l'emploi
Reconnaissance de diplôme

p.6 Formation associative Imbrication
Rosa Maria Kowrdowicz Blandez et Angeles Castells Montero, membres du Centre Català de Luxembourg ont participé à la seconde session.

p.7 Un système électoral complexe

p.8 Agenda

SUITE PAGE SUIVANTE

Si nous pouvons comprendre que les administrations soient débordées, nous jugeons cependant la situation inadmissible et demandons que chaque commune s'engage formellement à accueillir en son sein une partie des demandeurs de protection internationale. Nous demandons également que cesse tout discours populiste, concernant la mendicité, les vols ou un soi-disant tourisme de l'asile, entendu malheureusement de la bouche de certains de nos élus. Quelle que soient les raisons qui ont poussé ces personnes à quitter des pays jugés sûrs, ils ne l'ont certainement pas fait pour découvrir les beaux paysages du Luxembourg. Nous dénonçons la suspicion perpétuelle des dirigeants européens envers ceux qui fuient leur pays, bien que le droit d'asile ait beaucoup évolué ces dernières années au Luxembourg et en Europe. (...)

Il serait trop long de faire aujourd'hui un inventaire des propositions des congrès successifs qui se retrouvent désormais dans l'une ou l'autre disposition législative, mais nous pouvons être fiers du travail accompli. Cependant, si ces dernières années ont permis des avancées importantes, cela ne veut pas dire que ces législations ne puissent pas être amendées et améliorées afin d'arriver à une société où les droits et devoirs des personnes, quelles que soient leurs origines ou leur nationalité, soient de plus en plus égaux. Ce sera le rôle de ce 7^e Congrès



d'avancer de nouvelles idées et propositions en ce sens. Si le Clae a été le précurseur en matière de double nationalité et du droit du sol, gageons qu'il le restera en revendiquant par exemple la citoyenneté de résidence.

Cette année a été celle de bouleversements sociaux. Les citoyens de nombreux pays arabes se sont révoltés contre des régimes dictatoriaux usés par le temps et un ordre international qui les a trop longtemps méprisés. La contestation sévit également depuis quelques mois dans nos « démocraties occidentales », gripées, où l'on observe des divergences croissantes entre Etat et société. (...) Si ces mouvements ne peuvent être comparables, ils suivent cependant une même logique : la volonté des peuples d'être dignement traités. (...)

La pauvreté augmente partout en Europe. (...) Une crise qui provoque de nouvelles migrations internes en Europe : l'Espagne,

le Portugal ou encore l'Italie, historiquement pays d'émigration, devenus pays d'immigration, renouent désormais avec leur passé. (...)

Les discussions du Congrès vont axer les revendications du Clae pour les années à venir. Nous devons tenir compte, dans notre analyse, de l'évolution de la situation économique et politique non seulement au Luxembourg mais aussi au sein de l'Union européenne. Nous devons également tenir compte de l'évolution de la société et des structures associatives. (...) Parmi les transformations du mouvement associatif issu de l'immigration, nous pouvons relever le rôle central qu'il joue aujourd'hui dans la vie culturelle de notre pays. L'offre culturelle des associations augmente sans cesse, mais malheureusement, sans le soutien des autorités compétentes et notamment du Ministère de la Culture. Notre société, culturellement métissée, doit valoriser ces apports culturels.

Aujourd'hui, nous, citoyens du Luxembourg de nationalité étrangère ou issus de l'immigration, nous réunissons pour débattre car nous voulons être – nous sommes – acteurs de la vie politique, sociale, culturelle et politique de notre pays d'adoption. Nous voulons apporter notre contribution à la construction d'une société qui tend à réduire les différences entre citoyens, quelle que soient leur origine. Nous voulons, simplement, Faire société ensemble...

Extraits de l'allocution d'ouverture du 7^e Congrès des associations issues de l'immigration prononcée par Furio Berardi, Président du Clae
(texte complet sur www.clae.lu)



Résolution du 7^e Congrès des associations issues de l'immigration

Les 12 et 13 Novembre 2011, le 7^e Congrès des Associations issues de l'immigration s'est réuni à Luxembourg en présence des représentants de plus de 70 structures, des représentants du Gouvernement et de nombreux invités du monde politique et social luxembourgeois. Il a débattu de manière approfondie des questions relatives à une meilleure inscription des citoyens d'origine étrangère dans la société luxembourgeoise.

Le Congrès, programmé tous les cinq ans, demeure un temps fort de l'élaboration des revendications et des propositions du monde associatif face aux politiques nationales et européennes en matière d'immigration, de citoyenneté et d'asile. Les structures présentes ont réaffirmé leur volonté de contribuer à la construction d'une société qui tend à réduire les différences entre les citoyens, une société sans racisme et discrimination, une société, culturellement métissée, où la reconnaissance des références culturelles de chacun permet un enrichissement mutuel.

Le Congrès invite les associations à s'impliquer au sein du Clae. Ce dernier, conscient des défis que pose le renouvellement associatif, engagera dès la fin du congrès un processus de réflexion pour se rendre encore plus réactif aux besoins.

Dans l'immédiat le Congrès considère :

- Que le Luxembourg et les autres pays de l'Union européenne doivent ratifier la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille et leur offrir ainsi un socle de droits inaliénables.

- Que le Grand-Duché a fait des avancées importantes quant aux législations régissant le droit des citoyens de nationalité étrangère, mais que de nouvelles dispositions doivent être envisagées pour garantir la libre circulation effective au sein de l'Union pour les résidents issus des pays tiers, l'égalité de traitement, et le droit de vivre en famille. Nous plaçons également pour un accès direct au travail pour les citoyens des pays entrés récemment au sein de l'Union européenne (Bulgarie, Roumanie) et pour tous les pays qui adhéreront à l'avenir.

- Que les États doivent cesser de criminaliser l'immigration irrégulière et envisager des solutions respectant l'égalité de dignité de l'homme.

- Qu'une politique d'asile doit s'articuler autour des principes de protection des personnes en recherche d'assistance, du droit à l'examen dans un délai raisonnable, d'une demande de protection

selon les normes et garanties compatibles avec l'Etat de droit, de la garantie de droits sociaux, sans expulsion automatique en cas de refus de statut de réfugié ou d'un autre statut de protection, et avec le respect du principe du retour volontaire.

- Qu'une infraction aux règles de l'immigration et de l'asile ne justifie pas la privation de liberté. La rétention doit être une mesure exceptionnelle et le Luxembourg doit privilégier d'autres mesures moins contraignantes.

- Que toute forme de discrimination légale concernant l'accès au travail et à la formation doit disparaître (préférence communautaire, restriction d'accès selon le titre de séjour, accès à la fonction publique, délais administratif, reconnaissance des diplômes, autorisation de séjour des étudiants des pays tiers,...). Les députés européens luxembourgeois doivent également être attentifs à ces questions : les directives européennes actuelles ou en discussion sont loin de garantir l'égalité de traitement entre travailleurs.

- Que la formation professionnelle continue est devenue un élément essentiel à la qualification des travailleurs. Par conséquent, chacun, quelque soit

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

Faire société ensemble

7^e Congrès des associations issues de l'immigration
12/13 novembre 2011 à Luxembourg
Editions CLAE Services

• Statut et participation des citoyens de nationalité étrangère • Système scolaire et universitaire • Faire société ensemble : pratiques culturelles et linguistiques des personnes issues de l'immigration, des personnes de nationalité étrangère et de leurs associations • Vie professionnelle et formation continue • Conditions de vie des personnes issues de l'immigration : accueil, logement, santé • Résolution du congrès



sa qualification initiale et son domaine d'activités doit pouvoir jouir du droit à la formation continue. L'introduction d'une formation professionnelle avec des filières francophones complètes s'avère également indispensable.

- Que si la majorité des élèves sort de l'école munie d'un diplôme, le système scolaire agit encore comme un vecteur de reproduction des inégalités sociales et culturelles. L'égalité des chances et les rééquilibrages linguistiques nécessaires doivent être assurés afin de combattre le fléau social que représente l'échec scolaire.

- Que le mécanisme de bourses et de prêts instaurés par le Gouvernement en juillet 2010 et remplaçant le système d'allocations familiales pour les enfants de plus de 18 ans ayant terminé leurs études secondaires est discriminatoire envers les travailleurs frontaliers et les travailleurs immigrés dont les enfants ne résident pas au Luxembourg. De plus, nous préconisons un taux d'intérêt de 0% pour les prêts accordés.

- Que les apports culturels de l'immigration doivent trouver une place reconnue à l'école, à tous les niveaux, en tant que patrimoine concernant une partie considérable de sa population et donc de l'histoire du pays tout entier. La langue maternelle de chaque enfant est essentielle pour son développement psychologique et son succès scolaire et doit donc être valorisée.

- Que la langue luxembourgeoise ne doit pas devenir un facteur d'exclusion, mais au contraire qu'un apprentissage facilité pour les personnes de nationalité étrangère, grâce à des horaires de cours adaptés et une prise en compte du parcours individuel de chacun, soit gage d'une meilleure égalité des chances.

- Que la politique culturelle au Grand-Duché doit reconnaître, notamment

par un soutien financier, les associations issues de l'immigration qui développent des projets et des programmes représentant les cultures du Luxembourg, que le Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté et le Salon du livre et des culture du Luxembourg reçoivent enfin une reconnaissance conventionnée de la part du Ministère de la Culture, que les équipements culturels soient accessibles et mis à disposition des projets culturels présentés par le mouvement associatif issu de l'immigration, que des conventions culturelles plus nombreuses soient établies avec des pays dont les cultures sont très actives dans le pays d'accueil.

- Que les archives nationales doivent développer une politique volontariste pour créer des fonds mémoriels des archives de l'immigration en général et des associations issues de l'immigration en particulier, que les lieux de mémoires liés aux migrations soient répertoriés dans le pays et inscrit au patrimoine. Une politique éditoriale, littéraire, musicale, muséale liés aux migrations doit être développée et les artistes mieux soutenus.

- Que le droit au logement devrait être inscrit dans la Constitution luxembourgeoise. Le Congrès préconise une politique volontariste d'accès au logement permettant à chacun d'accéder à un logement décent à un prix abordable.

- Qu'une grande partie de la population âgée issue de l'immigration a peu à peu remplacé son projet de retour au pays par une retraite au Luxembourg. Qu'il y a lieu de se demander si les personnes venues en immigration dans les

années 50 et 60 pourront accéder aux maisons de retraite existantes alors que le manque d'information, les problèmes linguistiques et culturels, ainsi que le coût risquent de devenir des barrières lourdes à surmonter. Il y a lieu d'examiner la situation en détail.

Le Congrès considère juste que les citoyens de nationalité étrangère qui résident au Luxembourg, qui participent et contribuent à la création de la richesse économique et culturelle du pays soient associés à toutes les prises de décisions politiques, y compris le droit de vote aux élections législatives, ces dernières engageant l'avenir de tous les habitants du Grand-Duché de Luxembourg. La Citoyenneté de résidence permet de faire le lien entre les dimensions juridique, sociale, culturelle, politique et identitaire. Cette valeur définit l'égalité des droits entre tous les résidents et permet à tous de négocier un devenir dans un projet commun, de faire société ensemble.

Luxembourg, Novembre 2011

Loyer à payer ?

TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE

DANS LA ZONE EURO

A PARTIR DE

€4.90*

Sourire retrouvé !

WESTERN UNION

moving money for better

P&T, le partenaire de Western Union au Luxembourg.

P&T LUXEMBOURG

Division des Services Financiers Postaux - L-2997 Luxembourg - Téléphone gratuit: 8002 4040 - www.pt.lu

Un tremplin vers l'emploi

Dans le cadre du Fonds Européen d'Intégration des ressortissants de pays tiers (FEI) et du Fonds Européen pour les Réfugiés, le Clae services asbl développe deux projets d'information et d'orientation professionnelle, *Itinéraires pour l'emploi* (FEI) et *Tracer sa voie* (FER). Ces projets s'adressent aux ressortissants de pays tiers, aux demandeurs de protection internationale et aux réfugiés reconnus.

Une approche personnalisée

Le Clae propose aux personnes des entretiens individuels dont le but est de faciliter l'accès à la formation et à l'emploi à travers la construction d'un projet professionnel, notamment : un entretien d'évaluation du projet professionnel, un bilan de compétences, la rédaction d'un CV, de lettres de motivation, des informations administratives, une orientation vers les structures existantes, la mise en valeur de l'expérience professionnelle, ...

Un travail en réseau

Des séances d'informations sont également

proposées au monde associatif, en particulier aux associations issues de pays tiers afin qu'elles soient en mesure d'utiliser certains outils, et puissent conseiller, orienter et soutenir leurs membres. Le 7e Congrès des Associations issues de l'Immigration a permis au Clae de divulguer cette information avec une lettre personnalisée adressée à chaque association.

Un travail en partenariat

Le Clae s'attache à mettre en place des partenariats efficaces avec toutes les institutions et organismes travaillant dans le champ de l'insertion professionnelle : Ministère du Travail et de l'Emploi et plus particulièrement l'ADEM, Minsistère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Ministère de la famille et de l'Intégration et plus particulièrement l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI), Ministère de l'Immigration, NAXI, Offices Sociaux, Caritas, Chambres professionnelles, Objectif Plein Emploi... Des rencontres sont organisées avec ces partenaires.

Les projets permettent de renforcer l'apport des populations issues de l'immigration à la société luxembourgeoise par des moyens destinés à reconnaître leurs compétences et développer pleinement leurs savoirs-faire.

Des affiches et des flyers de présentation des projets sont disponibles dans les langues française, anglaise, portugaise et serbo-croate. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le Clae par téléphone au 29 86 86 1 ou consulter le site www.clae.lu. **CLAE**

Reconnaissance de diplôme

Qui est compétent pour quel diplôme ?

Le service de la reconnaissance des diplômes du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) s'occupe des équivalences des diplômes étrangers aux diplômes luxembourgeois. Ce service est compétent pour la reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires et secondaires techniques (baccalauréat) ou professionnelles (CATP, maîtrise). Une attestation d'étude peut être émise pour un cycle d'études incomplet. Ce même service établit également la reconnaissance de la qualification professionnelle des professions de santé (aide-soignant, infirmier, infirmier spécialisé, assistant social, kinésithérapeute,...) et des professions socio-éducatives (éducateur diplômé, auxiliaire de vie). Le Ministère de l'Enseignement Supérieur est compétent pour la reconnaissance d'un diplôme d'enseigne-

ment universitaire ou supérieur, soit par l'inscription au registre des titres soit par homologation (professeur de lettres, professeur de sciences, avocat, médecin, médecin-dentiste, médecin vétérinaire, pharmacien, éducateur spécialisé (anciennement « gradué »).

La procédure

Selon votre diplôme, la demande doit être introduite par courrier au Ministère concerné. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- la demande écrite mentionnant le motif de l'introduction du dossier,
- une copie certifiée conforme des diplômes/certificats ou, le cas échéant, une copie des bulletins des 2 dernières années scolaires,
- une copie de la pièce d'identité,
- un CV avec, entre autres, le cursus scolaire
- un extrait du casier judiciaire (uniquement pour les éducateurs).

Les documents doivent être rédigés dans une des 3 langues officielles du Luxembourg (français, luxembourgeois ou allemand), ou traduites dans une de ces langues par un traducteur assermenté au Luxembourg (liste des traducteurs auprès de la Cour Supérieure de Justice - tél. 47 59 81-1). Le cachet du traducteur sera apposé en partie sur la traduction et en partie sur le document qui a été présenté aux fins de traduction. La signature du traducteur sera apposée sur tous les documents.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le Ministère de l'Education nationale et de la Formation Professionnelle (www.men.public.lu) ou le Ministère de l'Enseignement Supérieur (www.mcesr.public.lu). **CLAE**

4 HORIZON • N°110 décembre 2011

HORIZON • N°110 décembre 2011 5

Formation associative *Imbrication*

Le Clae vient d'achever la troisième session de sa formation *Imbrication* à destination des réalisateurs associatifs. Cette formation vise à se questionner sur la démarche d'un projet associatif, mais apporte également des éléments de réponse et établit une première approche sur les questions des dynamiques internes, des financements et de la comptabilité. Nous avons rencontré Rosa Maria Kowderowicz Blandez et Angeles Castells Montero, membres du Centre Català de Luxembourg qui ont participé à la seconde session.

Quelle a été votre motivation pour vous inscrire à cette formation associative ?

Nous avons une double motivation. D'une part, notre association nous a offert la possibilité de participer à cette formation et d'autre part, nous avons également un intérêt personnel car nous sommes nouveaux membres dans le comité du Centre Català de Luxembourg et avons donc le sentiment que cette formation pouvait beaucoup nous aider surtout à comprendre la démarche d'un projet associatif et sa méthodologie.

Qu'y avez-vous trouvé ?

Nous avons trouvé beaucoup de choses. Le cours était très bien structuré avec un contenu très clair et très bien exposé. Au cours de cette formation, nous avons eu l'opportunité de réfléchir sur notre association, ses valeurs, objectifs, finalités, actions... et aussi de les comparer et les commenter avec les autres associations qui participaient avec nous et ça c'est très enrichissant. Nous avons appris le fonctionnement statutaire, comment mobiliser les membres et comment distribuer les tâches, comment présenter un projet pour formuler une demande de financement. Nous avons également vu comment tenir une comptabilité. Ce qui est aussi très important.

Comment pensez-vous en faire bénéficier votre association ?

Lors des séances, nous avons fait des exercices pratiques comme par exemple comment organiser des activités et nous croyons que certains peuvent être adaptés aux besoins de notre association. D'autre part, tout ce que nous avons appris peut beaucoup nous aider dans le futur. Nous avons de nombreuses idées pour des activités que nous aimerions organiser et nous sommes convaincues que ces connaissances vont considérablement nous aider.

Un des objectifs de la formation était de questionner la démarche d'un projet associatif. Pensez-vous que la formation puisse avoir un impact sur le projet associatif que porte le Centre Català ?

Le Centre Català de Luxembourg est une association qui a une longue vie.

L'année prochaine, il fêtera ses 25 ans. C'est une association qui a pour but de diffuser la culture catalane et ses objectifs sont fixés et très clairs à priori. Que la formation puisse avoir un impact direct sur le projet associatif, nous pensons que serait difficile. Cependant, comme de nouveaux membres – ce qui est notre cas – ont rejoint le comité, de nouvelles idées vont inévitablement être apportées. Ce qui donnera un peu d'air frais pour l'organisation de nouveaux événements. Pour notre part, cette formation nous a beaucoup aidées à comprendre l'importance d'avoir des objectifs clairs et une bonne organisation.

Propos recueillis par
Claudine Scherrer



Aide à la vie associative

L'idée de la formation *Imbrication* est de proposer un espace collectif permettant de poser les bases de la vie associative. Nous proposons dans la limite du temps imparti une méthodologie, des outils et un espace de réflexion portant sur la mise en mouvement d'un projet associatif. Le premier temps de la formation se concentre sur la définition du projet associatif, sa planification, sa mise en mouvement mais aussi sur l'étape de l'évaluation permettant de poser un regard critique sur la réalisation d'une action. Le deuxième module brasse les questions relatives au fonctionnement statutaire et permet d'appuyer une réflexion sur la question de la mobilisation des membres. Nous nous acheminons ensuite sur la démarche d'une demande de subsides et consacrons notre dernier module à poser les bases d'une comptabilité associative.

Deux nouvelles sessions de la formation sont prévues en mai et juin 2012. Pour tout renseignement, vous pouvez envoyer un email à anita.helpiquet@clae.lu ou directement nous téléphoner : +352 29 86 86-1



Un système électoral complexe

Le système électoral luxembourgeois est-il participatif ? Telle est la question à laquelle le Clae a tenté de répondre en organisant une conférence sur le thème, le 26 octobre dernier. Intéressés plus particulièrement par la participation des citoyens de nationalité étrangère, nous y avons invité Sylvain Besch, directeur du Cefis, et Philippe Poirier, coordinateur du Programme de recherche sur la Gouvernance européenne à l'Université du Luxembourg.

Dans un premier temps, Sylvain Besch a analysé les chiffres clés de la participation électorale des résidents de nationalité étrangère à travers leurs inscriptions sur les listes électorales, les candidatures et les élus de nationalité étrangère. Des premiers constats ont pu être posés. Premièrement, si le taux d'inscription officiel est de 16,9%, il est en réalité plus élevé car le chiffre évoqué ne tient pas compte de la clause de résidence de 5 ans. Ensuite, 233 candidats étaient de nationalité étrangère, soit 7% de l'ensemble des candidats. Seulement 17 ont été élus, dont 11 dans des communes à scrutin majoritaire¹.

L'intervention de Philippe Poirier a permis non seulement d'éclairer ces chiffres mais également de considérer des éléments historiques, sociologiques et politologiques qui expliquent le relatif faible taux de participation politique des résidents de nationalité étrangère. La complexité du système électoral, premièrement, est significative. Selon lui, dans les communes à scrutin majoritaire, s'inscrire est un acte de socialisation alors que dans les communes à scrutin proportionnel, l'inscription est un acte politique. Dans ce dernier cas, le panachage est le frein principal à l'élection de candidats de nationalité étrangère. Il établit également une corrélation entre les inscriptions et le système électoral du pays d'origine, ce qui explique le fort taux d'inscription des Néerlandais et Belges, qui ont un sys-

tème électoral du pays d'origine proche du luxembourgeois, contrairement aux Français ou Portugais. La culture politique des personnes avant leur venue au Luxembourg est également déterminante, de même que le travail de sensibilisation des associations issues de l'immigration.

La question linguistique reste un élément fondamental dans l'inscription et la candidature des personnes de nationalité étrangère. L'utilisation presque exclusive de la langue luxembourgeoise dans la politique orale est un facteur d'exclusion de la « première génération », pour laquelle la réussite économique est plus importante que l'inscription politique.

Le politologue a ensuite invité à considérer divers éléments. Un élément historique premièrement. En 1994, la société d'accueil luxembourgeoise a été celle qui a mis le plus de freins administratifs à l'inscription dans son cadre législatif suite aux dérogations obtenues par le Luxembourg à la signature du Traité de Maastricht. Aujourd'hui, par contre, le Luxembourg a une législation plus ouverte que les autres pays européens. Le pays a envoyé un signe participatif, qui, selon Philippe Poirier, a été reçu par la population de nationalité étrangère : depuis 1999, l'intérêt pour la politique luxembourgeoise ne fait qu'augmenter même si elle ne se transforme pas encore par l'inscription. Un élément sociologique ensuite. La politique doit prendre en compte le phénomène migratoire. Le taux d'inscription augmente avec la durée de résidence dans la commune et avec l'âge. Il serait intéressant de voir le taux d'inscription en fonction des catégories socio-professionnelles.

Enfin, certains éléments politologiques sont également importants, comme l'incidence de la double nationalité ou

encore le phénomène de désenchantement de la politique pour une partie de la population, le Luxembourg n'échappant pas à l'indifférence envers la politique.

Kristel Pairoux

La présentation des chiffres peut être consultée sur notre site <http://www.clae.lu/html/m3sm2.html>

COURS DE FRANÇAIS

Janvier-mars 2012

Inscriptions : les 04 et 05 janvier, de 9h à 12h au Clae, 26 rue de Gasperich, Luxembourg

Le Clae services asbl organisera à partir du mois de janvier une nouvelle session de cours de français pour débutants (niveau A.1.1) et faux débutants (niveau A.2.2). Le Clae services asbl est agréé par le Ministère de l'Education nationale pour organiser des cours de formation professionnelle continue. Nos cours répondent aux critères demandés pour l'obtention du label qualité décerné par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Horaires :

- Débutants (40h), lundi et mercredi, de 13h à 15h, du 16 janvier au 21 mars
- Débutants (40h), mardi et jeudi, de 10h à 12h, du 17 janvier au 22 mars
- Débutants (40h), mercredi et vendredi, de 9h à 11h, du 18 janvier au 23 mars
- Débutants (40h), mercredi et vendredi, de 11h à 13h, du 18 janvier au 23 mars
- Faux-débutants (40h), mardi et jeudi, de 13h à 15h, du 17 janvier au 23 mars

Frais d'inscription :

Les frais d'inscription sont fixés à 80 euros par session. Une réduction du droit d'inscription (5 euros par session) est accordée, sur présentation des pièces justificatives, aux personnes suivantes : les demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'Emploi, les bénéficiaires du revenu minimum garanti, les demandeurs de protection internationale, les signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration. Un minimum de 70% de taux de présence est obligatoire pour toutes les personnes bénéficiant de ce tarif réduit. Les personnes rencontrant des difficultés financières et ne pouvant répondre aux critères énumérés sont invitées à contacter l'asbl. Informations, tél. : 29 86 86-1
Dépliant d'information : www.clae.lu

... Agenda

REPAS POUR LES SANS ABRIS

Le 17 décembre à 19h
au Foyer Ulysse,
Luxembourg-Bonnevoie
Pour la 5^e année, l'Association Culturelle de Bairrada de Luxembourg organise un repas de Noël pour les sans abris du Luxembourg.

EXPOSITIONS

au Centre de Documentation sur les Migrations Humaines, Gare-Usines, Dudelange
Biographies, itinéraires, migrations : présence luxembourgeoise dans les mines et la sidérurgie italienne, fin du XIX^e siècle - milieu du XX^e siècle
Photos et documents provenant de la Vallée d'Aoste et du Grand-Duché de Luxembourg
Le Travail de l'Homme
Œuvres de Barbara Tutino Elter, artiste-peintre
Jusqu'au 19 février, du jeudi au dimanche, de 15h à 18h (fermeture du 19 décembre au 04 janvier)
Infos : www.cdmh.lu

ZESUMMEN ASS BESSER

« Zesummen ass besser » est un projet qui a pour but de sensibiliser les enfants du 3^e et 4^e cycle de l'école fondamentale à « un meilleur vivre ensemble ». Cofinancée par le Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers et de l'Office luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration, cette démarche met l'accent sur les pays tiers, tout en s'adressant aux enfants de toutes origines confondues. Le projet comporte différents volets : un spectacle de marionnettes, des ateliers interculturels, une brochure pédagogique ainsi qu'une exposition de photos réalisée par des élèves.

– Du 8 au 18 janvier 2012 au Mierscher Kulturhaus

– Du 5 au 16 mars 2012 à Tétange

– Du 23 avril au 4 mai 2012 à Differdange

– Du 6 au 20 juin 2012 à la Kulturfabrik à Esch/Alzette
Le projet est initié par le Centre de documentation et d'animations interculturelles géré par le Menfp, la VdL et l'ASTI. Infos : www.ikl.lu

CONFERENCE : « L'USAGE DES MOTS DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN »

Le 12 janvier à 19h30
Salle St. Jean, Luxembourg-Belair (110 avenue Gaston Diderich)
Avec Denis Sieffert, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire français *Politis* et auteur de plusieurs livres sur la guerre médiatique israélienne
Org : Comité pour une Paix Juste au Proche Orient

GRAN BALLO LUCANO

Le 14 janvier à partir de 20h, Centre Culturel de Bonnevoie à Luxembourg,
Bal animé par l'orchestre Nick Michel (Nuit Blanche, tombola, pizza, porchetta)
Prévente : tél 691126830
Donato Spezzacatena
Org : Associazione Lucani in Lussemburg

ANNIVERSAIRE ASSOCIATIF

L'Association Culturelle de Bairrada de Luxembourg fête son anniversaire le 11 février à 19h30, au Centre culturel Paul Barblé à Strassen.

THEATRE : YO, MONO LIBRE, DE FRANZ KAFKA

Le 09 février à 20h, Centre culturel Abbaye de

Neumünster, Luxembourg

Pièce de théâtre en espagnol interprétée et mise en scène par Ricardo Joven de la compagnie Teatro del Temple, de Saragosse.
Rapport pour une Académie, de Franz Kafka (Prague, 1883), œuvre écrite en 1917, nous offre un regard critique sur la société humaine à travers la vision sarcastique de *Peter Le Rouge*, un singe qui avait acquis la capacité du langage en s'auto-

imposant une dure discipline durant cinq ans en essayant de trouver une « sortie » à une situation que lui-même n'avait jamais souhaitée.

Yo, mono libre » est une version très respectueuse du texte original de Kafka. Que nous raconterait un singe s'il pouvait parler ?

Organisé par le Círculo Cultural Español Antonio Machado
Réservations : www.ccrn.lu



LA SOUSCRIPTION CALVO OSPINA POURSUIT SA ROUTE

Suite à la venue du journaliste Hernando Calvo Ospina, au dernier Salon du livre et des cultures du Luxembourg, le CLAE vous a proposé en septembre, par une démarche collective et solidaire, d'apporter votre aide à l'écriture et à l'édition collective de son prochain livre. Ce projet d'édition par souscriptions permettra d'apporter d'abord une avance financière pour les démarches, le voyage en Equateur, les frais de traduction nécessaires pour

la rédaction du livre « CALLA Y RESPIRA » et si la souscription est assez large, la co-édition du livre avec un éditeur français. A la date du 07 décembre, nous avons reçu 42 souscriptions d'un montant total de 2310 euros dont une partie lui a déjà été versée. Merci de de continuer à soutenir le projet. Vous trouverez des informations supplémentaires sur www.clae.lu. Pour apporter votre soutien à ce projet d'écriture solidaire, il vous suffit d'effectuer un virement de 30 euros minimum sur le compte chèque postal au Luxembourg du CLAE Services asbl, IBAN LU32 1111 0184 5121 0000, (Code BIC : CCPLLULL pour les virements en dehors du Luxembourg) avec la mention : Soutien Calvo Ospina.



Affiche : Pierrick Gucig



Affiche : Michel Sabbadini

L'Horizon est édité par l'asbl CLAE Services 26, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg
tél +352 29 86 86-1 – fax +352 29 86 01 – migrations@clae.lu – www.clae.lu – Coordinatrice : Claudine Scherrer
Impression : Reka – Diffusion : 5.000 exemplaires – Parution 6 fois par an – Soutenez le bulletin en vous abonnant !
L'abonnement est de 10 euros / pour 6 numéros (10 eur/an). Pour cela, il vous suffit d'effectuer un virement sur le CCP CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 avec la mention : abonnement horizon.